

LES CHIFFRES DU MOIS

Malgré les engagements de la Birmanie auprès de l'Organisation Internationale du Travail, en 2014,

357 cas de recrutement d'enfants

par les forces armées ont été signalé par les Nations-Unies.
Certains sont âgés de 14 ans.



Les exportations du gas birman rapportent plus de

170 millions de dollars

chaque mois, charges et taxes incluses.

Selon les autorités birmanes, cela représente
40% des revenus du pays.

Domage pour la population que la transparence
du secteur soit casi nulle.

Entre 1994 et 2013, la Birmanie a été classée **2ème**
sur la liste des pays les plus impactés par les effets du

changement climatique,

selon le Think Tank allemand Germanwatch.



48 familles ont été expulsées

par la force de leurs maisons de Rangoun par des dizaines d'hommes armés, vraisemblablement embauchés par une entreprise de construction à qui appartient le terrain. Plusieurs résidents ont été blessés, tous se sont retrouvés à la rue.



AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

Les groupes armés ethniques sont prêts à signer un accord de cessez-le-feu national à certaines conditions.

Du 2 au 6 juin, 16 groupes armés ont participé à un sommet dans le quartier général de l'armée rebelle karen (la KNU), pour discuter de l'ébauche d'accord de cessez-le-feu national. Les groupes armés ethniques ont accepté de signer le document à condition que le gouvernement intègre leurs 15 amendements et inclue les groupes armés ethniques Ta'ang (TNLA), Kokang (MNDAA) et Arakan (AA) à l'accord. Les organisations armées ethniques ont aussi décidé de remplacer leur groupe de représentants qui négociait, jusqu'à présent, la paix avec le gouvernement, par un nouveau comité de 15 membres. Celui-ci ne semble pas plaire aux autorités.

Malgré les négociations, les conflits continuent dans les États Kachin, Shan, Kokang et Arakan.

Au cours du mois de juin, les conflits entre l'armée birmane et l'armée Kachin (KIA) se sont poursuivis dans l'État Kachin et l'État Shan. Le 10 juin, le mouvement rebelle Kokang «a décidé unilatéralement de cesser les combats» pour instaurer une stabilité à la frontière entre la Chine et la Birmanie et permettre au peuple de voter aux élections de novembre. Toutefois l'armée kokang et les troupes de la Tatmadaw ont continué de s'affronter sporadiquement. En réponse au conflit qui oppose l'armée d'Arakan et l'armée birmane, les autorités ont poursuivi des dizaines de personnes pour leurs liens présumés avec l'Armée d'Arakan. Des organisations locales Chin ont condamné les 2 parties au conflit pour les violations des droits de l'homme qu'elles commettent sur les civils et appelé les autorités à fournir de l'aide au 350 déplacés chins, qui incluent 141 enfants.



Le ministère de l'information a porté plainte contre 17 éditeurs du journal Eleven Media Group, pour avoir fait un reportage sur 5 de leurs journalistes, condamnés pour diffamation en octobre 2014. Les organisations de la société civile birmane ont dénoncé ce dépôt de plainte et accusé le régime de mettre les médias sous pression pour limiter leur influence pendant les élections. Les 17 éditeurs risquent 6 mois de prison, peine qui ne leur permettrait pas de couvrir la période électorale. Dans la mesure où le cas est porté par un ancien général de la junte et membre du gouvernement, l'objectivité du verdict des juges a été mise en doute.

Les autorités birmanes expulsent des boat people au Bangladesh et continuent de nier leur responsabilité dans la crise des boat-people.

Alors que l'exode ralenti avec la saison des pluies, le 8 juin, le régime birman a commencé à expulser des centaines de boat-people secourus pendant la crise de mai par la marine birmane. Parmi eux, certains sont de l'État d'Arakan, mais ont été contraint de se déclarer comme bangladais. Le régime continue de nier le fait qu'une grande partie des boat-people ont fui les discriminations de Birmanie. Un responsable du gouvernement a même déclaré que « des enquêtes internes » ont prouvé que les boat-people n'étaient pas de Birmanie. Alors que la communauté internationale, notamment les USA, a condamné la façon dont les rohingyas sont traités en Birmanie, Shwe Mann, le porte-parole du Parlement a appelé le Secrétaire Général des Nations-Unies à être « juste et raisonnable dans ses déclarations et actions concernant la Birmanie ».



L'immigration arakanaise confirme la confiscation des documents d'identité de 400 000 personnes, en grande majorité rohingya. Les minorités concernées avaient jusqu'au 31 mai pour remettre aux autorités leurs documents d'identité temporaires, les « white card ». Pour les remplacer, l'immigration devrait délivrer des « green card » d'une validité de 2 ans, mais le 18 juin, seulement 37 personnes sur les 400 000 en avait fait la demande. Les listes électorales publiées le 24 juin dans l'Arakan ont par ailleurs confirmé que ces 400 000 personnes n'auront pas le droit de voter aux élections générales de novembre.

Les manifestations anti-rohingyas continuent. Au mois de juin, les extrémistes bouddhistes, notamment poussés par l'organisation nationaliste Ma Ba Tha, ont organisé de nouvelles manifestations à Rangoun, dans la division de l'Irrawaddy et dans l'État d'Arakan. Certaines ont réuni plus de 10 000 personnes mobilisées contre la réponse de la communauté internationale suite à la crise des boat people et contre les Nations-Unies, accusées de stigmatiser la Birmanie.



Le 25 juin le Parlement s'est opposé à une réforme de la Constitution qui aurait permis d'amender l'article 436 et l'article 59. Le premier accorde un veto aux militaires pour toute modification de la constitution, le second interdit à toute personne ayant un conjoint ou des enfants étrangers de briguer le poste de président. Il empêche notamment Aung San Suu Kyi d'accéder à ce poste. Les militaires se sont largement opposés à ce projet d'amendement, estimant que la Birmanie n'était pas prête pour la démocratie. Les activistes et politiciens estiment que ce résultat témoigne du manque de volonté des militaires de céder le pouvoir. Aung San Suu Kyi a appelé les électeurs à privilégier les candidats qui s'opposent aux status quo des militaires lors des élections de 2015. Les élections ont par ailleurs été annoncées début juillet, pour le 8 novembre.



Le 3 juin, la NLD a adressé une lettre ouverte à la Commission Électorale pour dénoncer les inexactitudes des listes électorales. Le parti de l'opposition d'Aung San Suu Kyi, y a déclaré que son comité de révision a examiné les listes de 24 districts de Rangon et 8 de Nay Pyi Daw et a constaté que 30 à 80 % des données était erronée. Des duplications de noms et des personnes décédées, mineures ou sans carte d'identité ont été trouvées sur les listes. D'autres personnes, notamment des membres de la NLD, ont par contre été oubliées. Du 25 mai au 7 juin, 87 000 recours ont été envoyés à la Commission Électorale pour seulement 14 districts de Rangoun. Parmi ces recours, 48 000 demandent à ce qu'un nom oublié, soit rajouté aux listes.

Les leaders étudiants incarcérés ont besoin de soins médicaux en urgence. Au mois de juin, le procès des 68 étudiants arrêtés suite à la répression de la manifestation pacifique de Letpadan, s'est poursuivi, comme celui des 11 activistes arrêtés pour avoir distribué de la nourriture aux manifestants étudiants. Un grand nombre d'étudiants souffrent de blessures infligées par les forces de police pendant leur arrestation ou leur détention. Le manque d'accès aux soins ne cesse de détériorer leur état de santé. Par ailleurs, Le 19 juin le parlement birman a approuvé la version finale du projet de loi sur l'éducation. Il ne fait aucune référence aux syndicats étudiants.

LES FOCUS DU MOIS

LA SOCIÉTÉ CIVILE DEMANDE L'ARRÊT IMMÉDIAT DES OFFENSIVES MILITAIRES DANS LE NORD DE LA BIRMANIE ET L'OCTROI D'UNE AIDE HUMANITAIRE AUX 120 000 DÉPLACÉS INTERNES

Le 8 juin 2015, à l'occasion du quatrième anniversaire de la reprise de la guerre dans l'Etat Kachin, 56 groupes de solidarité du monde entier, dont Info Birmanie, ont publié une déclaration en solidarité avec le peuple kachin. Ils appellent l'armée birmane à mettre fin immédiatement à ses attaques dans l'Etat Kachin et dans le nord de l'Etat Shan et le gouvernement birman à autoriser l'accès immédiat et sans entrave des organisations humanitaires aux personnes déplacées internes (IDP) affectées par le conflit en cours. Depuis que l'armée birmane a rompu l'accord de cessez de feu avec l'armée d'indépendance kachin (KIA) qui durait depuis 17 ans, plus de 120 000 personnes ont été déplacées, pour la plupart le long de la frontière chinoise.

« Les IDP ont souffert de la pénurie d'aide humanitaire, autant que des restrictions concernant la fourniture de l'aide, bloquée par le gouvernement » a déclaré Khon Ja, membre du réseau des femmes kachin pour la paix. « Non seulement, il y a besoin d'une augmentation substantielle de l'aide humanitaire, mais le gouvernement doit également mettre un terme à ses politiques qui sont à l'origine de toujours plus de souffrances pour les IDP... ».

Malgré l'urgence humanitaire et les besoins en nourriture, abris et fournitures médicales, les restrictions de mouvement des agences humanitaires dans le nord de la Birmanie rendent insuffisante la provision d'aide humanitaire aux IDP. Ce qui est d'autant plus exaspérant dans cette situation sont les réductions attendues de l'aide au début de ce mois. Alors que les IDP recevaient la somme dérisoire de 12 500 kyat, soit 11 dollars par mois ; à partir de juin 2015 ils en recevront seulement la moitié. En effet, les organisations communautaires locales n'ont pas les moyens financiers et matériels pour subvenir aux besoins du nombre croissant d'IDP.

Par ailleurs, avec la saison des pluies qui commence, les conditions de vie risquent encore de se dégrader du fait de la recrudescence de la dengue et autres maladies potentiellement mortelles. Avec l'insuffisance d'équipements médicaux et le manque d'assainissement et de nourriture, des dizaines de milliers de personnes, dont des enfants, des femmes et des personnes âgées, se retrouvent dans des situations désastreuses, sans accès à l'aide humanitaire.



Pendant ce temps, les offensives de l'armée birmane continuent sans relâche. Des attaques aériennes ont même été lancées depuis des avions de combat peu après la signature du texte de l'accord de cessez-le-feu national en mars 2015. *« Alors que l'attention est concentrée sur la signature du projet de cessez-le-feu, et que le gouvernement s'en félicite, il est impossible pour les 120 000 IDP de partager cet optimisme quand ils continuent de subir les attaques et les politiques abusives de l'armée birmane » a déclaré Khin Ohmar, coordinateur de Burma Partnership. « En plus d'appeler l'armée birmane à cesser ses offensives dans les zones ethniques, la Communauté internationale doit immédiatement demander au gouvernement birman d'autoriser l'accès humanitaire aux camps d'IDP, ces organisations doivent travailler avec les organisations communautaires locales pour s'assurer qu'une assistance suffisante est apportée et qu'elle répond efficacement aux besoins de ces populations ».*

DES CENTAINES DE VILLAGES ETHNIQUES MENACÉS PAR LA CONSTRUCTION D'UN BARRAGE DANS L'ÉTAT SHAN

Les autorités birmanes doivent suspendre leur dernier projet de construction de barrage sur la rivière Salween dans l'État Shan. Évalué à 8 milliards de dollars, le barrage de Mong Ton doit être mis en place par une entreprise chinoise, la société de production d'électricité thaïlandaise, le Ministère birman de l'Énergie et des groupes d'entrepreneurs internationaux. Ces derniers mois, le projet de construction s'est accéléré, inquiétant les organisations locales shans qui dénoncent une catastrophe environnementale et sociale.

Avec ses 241 mètres de hauteur, le barrage, sera le plus grand d'Asie du Sud Est. Son réservoir s'étendra sur deux tiers de la longueur de l'État, submergeant une centaine de villages ethniques sur une zone équivalente à la surface de Singapour. Il engloutira également la vallée historique de Keng Kham et les « mille îles » de l'affluent de Nam Pang qui ont donné leur nom au canton et qui constituent une écologie unique. Le barrage produira 7 000 megawatts d'électricité dont 90% sera exporté vers la Thaïlande et la Chine tandis que des milliers de shans seront expulsés de leurs maisons.

Depuis le début de l'année, près de 60 ingénieurs chinois se sont installés sur le site du barrage. Ils mènent des tests hydrologiques et géologiques et creusent de profonds tunnels dans les berges de la rivière Salween. Le site est étroitement surveillé par l'armée et la police birmane et la voie navigable qui l'entoure est désormais interdite sur près de trente kilomètres. Une entreprise australienne (SMEC) mène des études d'impact écologique et socio-économique autour du projet depuis mars 2015.



Les organisations communautaires locales sont, depuis longtemps, opposées aux projets de barrages sur la rivière Salween et dénoncent les affrontements incessants entre l'armée birmane et les groupes armés ethniques ces dernières décennies, notamment dans le nord de l'État. Les conflits avaient déjà interrompu le projet de barrage de Kunlong qui devait être le premier construit sur la rivière Salween.

Préoccupées par les derniers événements, elles ont publié au mois de juin un communiqué appelant à la suspension du projet, déclarant que « *le site du barrage est situé sur une zone contestée par les plus importants groupes armés ethniques de l'État Shan* ». Les zones alentours sont en effet fortement militarisées, avec la présence des troupes nationales mais également des forces armées ethniques. Le nombre de bataillons birman stationnés autour du site a quadruplé ces 20 dernières années et malgré les cessez-le-feu, les conflits se poursuivent.

De 1996 à 1998, la zone du projet de Mong Ton a été dépeuplée, dans le cadre d'une campagne massive contre la rébellion, déracinant ainsi près de 300 000 villageois dans le centre de l'État Shan. Les communautés rurales restant continuent de subir les abus commis par les troupes nationales en toute impunité.

Depuis des décennies, les groupes ethniques revendiquent un État Fédéral et le droit de contrôler et de protéger leurs ressources naturelles. Bien qu'il s'agisse de la principale cause des conflits qui les opposent à l'armée birmane, le gouvernement est en train de vendre la rivière Salween aux pays voisins sans les consulter et sans attendre la fin des négociations de paix.

Si le gouvernement continue ce projet de barrage dans ces conditions, il est certain qu'il optera pour une militarisation accrue en troupes et en infrastructures militaires pour sécuriser la zone. De telles mesures alimenteront les conflits armés et le nombre de violations des droits de l'homme commises à l'encontre des communautés locales, premières victimes des affrontements et de l'impunité.

Il semble aujourd'hui évident que les études menées par la SMEC ne sont pas destinées à évaluer l'impact du projet mais à légitimer la construction du barrage. La SMEC s'était engagée à mener des consultations publiques dans les districts impactés, mais ce mois-ci elles ont toutes été annulées, remplacées par des huis-clos avec les autorités birmanes.

Info Birmanie appelle le gouvernement birman à suspendre immédiatement la construction du barrage de Mong Ton et tout autre projets de barrage sur la rivière Salween. Tant qu'un État de droit ne sera pas effectif, que les populations locales ne seront pas consultées et que les conflits armés se poursuivront, la construction de projet de ce type ne peut avoir lieu.

